

Cela démontre bien que c'est la population en général qui, par son travail, produit la richesse. Si l'on importe des marchandises, c'est en contrepartie des produits que l'on fournit à l'étranger. Or, que constatons-nous partout? On taxe les citoyens pour payer les écoles, les hôpitaux, les routes, les ponts publics, et l'on fait collectivement payer à la population le prix qu'elle a elle-même déjà payé pour ces produits.

La production, l'enrichissement réel, devient pour elle une dette grevée d'intérêt d'année en année. Il arrive qu'on fasse ainsi payer deux fois, trois fois, quatre fois...

• (5.50 p.m.)

[Traduction]

**M. l'Orateur suppléant (M. Béchard):** A l'ordre. Comme il est six heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à huit heures.

(La séance est suspendue à 6 heures.)

### Reprise de la séance

La séance reprend à 8 heures.

**M. John M. Reid (Kenora-Rainy River):** Monsieur l'Orateur, je voudrais juste dire quelques mots sur la question des taux d'intérêt et vous faire part de certaines protestations de mes propres mandants qui ont eu de la difficulté à obtenir des prêts pour lancer des entreprises ou construire des maisons. La semaine dernière nous avons pu constater l'énorme augmentation des profits dont les banques ont fait état dans leurs rapports sur leurs opérations de l'an dernier. Nous avons entendu nombre de plaintes dans cette Chambre car les taux d'intérêt sont beaucoup trop élevés de l'avis même du ministre des Finances. Nous avons vu le gouvernement canadien verser 8 p. 100 d'intérêt pour l'argent obtenu sur le marché.

Des personnes dignes de foi m'indiquent que les conditions du marché pour le taux d'intérêt à long terme n'ont pas changé beaucoup. Si les taux d'intérêt sont si élevés, c'est à cause de l'inflation. Alors que toutes les autres entreprises perdent de l'argent et voient diminuer leurs profits, les banques sont en mesure d'augmenter leurs profits à nos dépens à tous.

Je voudrais dire quelque chose sur le rationnement des prêts parce qu'il semble tout à fait évident qu'au lieu d'accorder des prêts aux entreprises, les banques se lancent dans le marché plus lucratif des prêts aux consommateurs. Au lieu d'accorder des prêts pour aider les entreprises à s'aggrandir et à se développer, elles vous pressent d'obtenir un de ces prêts dits «red convertible». Au lieu de vous avancer de l'argent pour construire une

maison, elles vous poussent à prendre des vacances sous des cieus ensoleillés. Ce que j'essaie de démontrer, c'est que si les banques ont le devoir de distribuer des dividendes à leurs actionnaires, elles ont aussi l'obligation sociale de diriger le flot du crédit vers ces secteurs que la société dans son ensemble juge être les plus utiles.

Nous parlons à l'heure actuelle de pénurie de maisons alors que les banques ne tentent pas de remédier à la situation en rendant des fonds disponibles. Elles nous encouragent plutôt à faire des dépenses plus frivoles. Dans des circonscriptions comme la mienne, les prêts consentis aux entreprises commerciales et aux habitations ne sont pas aussi nombreux que ceux d'autres régions et pourtant ces gens doivent vivre, assurer leur subsistance et travailler. Il faudrait contraindre les banques et les sociétés de fiducie à affecter une partie de leurs fonds à ces régions. Ce serait une forme d'aide sociale.

Comme les banques ont réalisé des profits, elles pourraient fort bien redistribuer leurs prêts ainsi. Je suis surtout désolé d'apprendre par les rapports que des hommes d'affaires compétents qui se sont vu garantir des contrats ne peuvent obtenir des fonds de roulement des banques pour financer leurs entreprises. Je suis aussi préoccupé par les rapports qui nous informent que les banques refusent des fonds aux gens qui tentent d'en obtenir pour une maison parce qu'elles préfèrent en prêter pour une décapotable flamboyante ou pour un voyage, puisque les profits sont plus élevés.

C'est un devoir pour le gouvernement, je crois, d'établir des priorités pour la société qu'il administre. Autrement dit, il doit décider que nous construirons tant d'unités de logement, puis édicter des règlements pour canaliser les crédits disponibles à cette fin. Comme dans tous les autres domaines, il aura à prendre des décisions. Certains devront se passer de certaines choses. Nos ressources ne sont pas illimitées. Elles nous imposent des contraintes. Le gouvernement devra revoir sa politique, celle qu'il a instaurée en laissant monter le taux d'intérêt au-delà de 6p. 100. Alors, j'ai cru qu'il en résulterait une répartition plus équitable des fonds. Jusqu'ici, il n'en est rien.

Le gouvernement jugera par lui-même des priorités qu'exige le bien de la société. Si nécessaire, il contraindra les banques et les autres institutions financières à fournir les moyens d'atteindre aux objectifs envisagés. Je pense à l'expansion du crédit pour l'entreprise, en particulier pour le petit commerce, ainsi que pour les unités de logement. Tous ces objectifs, en matière de crédits, devraient l'emporter sur les décapotables flamboyantes et les voyages.

[M. Latulippe.]